

Le piège du jardin noir

Problématiques de paix, dynamiques de guerre, dans le conflit arméno-azerbaïdjanais

Il y a une dizaine de jours, à la fin d'un webinaire consacré à la Révolution de Velours¹, j'insistais sur le fait que toute tentative d'instaurer la démocratie, l'état de droit et de soutenir le développement économique étaient voués à l'échec sans résolution du problème du Karabagh

Jirair Libaridian

*Un pas, et cette fois un grand pas en arrière*²

1er septembre 2020

Ce qui s'est passé évoque la théorie du fusil de Tchekhov : si un fusil est accroché au mur dans la première scène, il est certain qu'un coup de feu va être tiré. (...). L'objectif minimal était de faire en sorte que le retour dans le giron azerbaïdjanais de cinq des sept districts entourant le Haut Karabagh soit accepté par tout le monde (...) Les enjeux ont augmenté, les revendications aussi.

Zaur Shiryev

*A Bakou la logique a changé, l'armée avance, les diplomates avisent*³

8 novembre 2020

Avertissement

Ce texte a été écrit le 9 novembre 2020, quelques heures plus tard, le 10, à 0 Heures (heure de Moscou) était signé un accord mettant fin aux combats, entérinant une défaite arménienne et prévoyant un certain nombre de dispositions. Que signifie cet accord, comment sera-t-il mis en œuvre, quelles en seront les conséquences ? Un « épilogue » est venu compléter à ce sujet ce document.

Résumé

Le conflit du Haut-Karabagh (jardin noir) ou Artsakh, est un conflit comme il en existe dans d'autres régions du monde, qui peut être abordé sous l'angle des principes de droits (droit à l'intégrité territoriale des Etats, à l'autodétermination des peuples) et des dynamiques des sociétés.

Ce cas particulier est en partie le résultat de la politique « des nationalités » sous Staline qui a fait d'une région majoritairement arménienne (Nagorno-Karabakh), un entité autonome de la

¹ Reprenant le nom du mouvement de 1989 en Tchécoslovaquie les Arméniens appellent ainsi le mouvement non-violent qui a mis fin au régime de Serge. Sarkissian.

² Jirair Libaridian (historien et politologue arménien) : « A step, this time a big step, backwards », publié sur le site arménien Aravot.am le 1er septembre 2020 <https://www.aravot-en.am/2020/09/01/263436/>

³ Zaur Shiryev (chercheur azerbaïdjanais, membre de l'International Crisis Group) Le Monde, 9 novembre 2020

république soviétique d'Azerbaïdjan. Dans le contexte de l'éclatement de l'URSS il en a résulté une très violente guerre (1988-94), se terminant par une victoire arménienne dans le Haut Karabagh et l'occupation des sept districts l'entourant.

Pour résoudre ce « conflit gelé », l'OSCE a mandaté un groupe d'Etats dit « de Minsk », pour offrir un cadre de négociation et faire des propositions. Mais les deux Etats belligérants ont refusé ces propositions et campé sur leurs positions : maintien des positions acquises pour les Arméniens, rêves de revanche côté azerbaïdjanais ;

Pourtant, pendant la guerre elle-même et dans les années qui ont suivi le cessez-le-feu, dans les « sociétés civiles » des deux pays, des hommes et des femmes ont coopéré, organisé le dialogue, débattu de propositions. Mais dans les deux pays les dirigeants en place ont marginalisé ou réprimé ces voix de paix, et consolidé leurs pouvoirs au nom de l'unité nationale contre l'ennemi.

Après 2011 et l'échec des négociations, ces rhétoriques nationalistes n'ont fait que s'amplifier, et le gouvernement azerbaïdjanais a préparé très ouvertement sa « guerre de revanche ». Après les sanglants affrontements de 2016, la guerre totale est devenue l'hypothèse la plus vraisemblable, sans entraîner de modification de la position arménienne (qui au contraire a affirmé sa volonté de conserver les sept districts) ni de réactions notables des Etats du Groupe de Minsk.

Profitant d'une conjoncture politique très favorable, d'un appui turc assuré, et d'une supériorité militaire évidente (notamment grâce aux drones turcs et israéliens), les forces azerbaïdjanaises ont attaqué et remporté des succès importants.

Dans le contexte régional et général actuel, cette guerre locale est aussi un vecteur de « métastases de haine » bien au-delà des théâtres d'opération. C'est le cas dans le sous-continent indien, c'est aussi le cas en France, où vivent la plus importante diaspora arménienne d'Europe (très sensible à la situation de l'Arménie) et une importante communauté turque (où les nationalistes sont dominants), ce qui donne lieu à des affrontements, mais aussi à l'instrumentalisation qui en est faite par certains qui veulent en faire un champ de bataille d'une guerre de civilisation et/ou de religion » qui se déroulerait « aussi chez nous ».

Ce texte est écrit alors que les combats sont en cours, et son issue encore incertaine malgré les défaites arméniennes. Il est très important de noter pourtant qu'en pleine guerre, comme en 1988-94, quoique dans un contexte différent, des voix d'hommes et de femmes pour la paix se sont élevées en Arménie, en Azerbaïdjan, mais aussi en Turquie, en France et ailleurs. Elles sont couvertes par le bruit des canons et l'indifférence des gouvernements et des médias. Elles sont pourtant importantes et il faut les soutenir, pour empêcher que cette guerre-ci ne soit, comme les précédentes, qu'un tragique épisode d'horreurs supplémentaires, et pour que demain, une situation juste et durable puisse être instaurée dans la région martyre.

L'accord du 10 novembre 2020 met fin (provisoirement ?) aux combats, mais nous sommes encore loin de la paix.

Un conflit gelé n'est pas la paix

Rappels méthodologiques

Le conflit concernant le Haut, - ou Nagorno (ou Nagorny selon les transcriptions) qui signifie montagneux en russe -, Karabagh - qui signifie jardin noir en turc -, ou Artsakh pour les Arméniens⁴, est un conflit comme il en existe plusieurs dans des contextes d'éclatement des systèmes d'empires ou de dominations. Des conflits du même type ont concerné, ou concernent toujours, d'autres régions, par exemple l'Ulster/Irlande du nord, le Sahara occidental, le Kosovo, la Crimée, le Cachemire, etc. ... avec évidemment pour chacun des caractéristiques particulières, mais toujours des affrontements de nationalismes, des batailles de légitimité historique, des questions de statut d'un territoire.

Dans ce type de conflits il y a plusieurs approches possibles :

- Celle du droit, international et/ou local. Par exemple le droit local peut interdire la sécession⁵, les principes généraux du droit international défendent celui de l'autodétermination (mais de qui et sur quel territoire ?), les résolutions de l'ONU (mais souvent pas respectées, cf. Sahara ou Palestine) ou des accords particuliers (accord de Matignon/Nouméa pour la Nouvelle Calédonie ou du Vendredi Saint pour l'Irlande), peuvent être des chemins de pacification. Dans le cas du Nagorno-Karabakh il y a à l'évidence contradiction entre les différentes positions, la partie azerbaïdjanaise partant de la situation légale d'origine (du temps de l'URSS) et la partie arménienne du droit à l'autodétermination des Arméniens du Karabagh.
- Celle du rapport de force tel qu'il découle le plus souvent des situations militaires à un moment donné, et dont le camp qui se sent le plus fort veut faire le point de départ des négociations (ce que font les Israéliens à chaque nouvelle étape de destruction de la Palestine), mais qui le plus souvent ne signifie pas la stabilisation de la situation. Dans le cas du N. Karabagh, la partie arménienne a eu tendance à camper sur son acquis entre 1994 et 2020.
- Celle des dynamiques de paix, *par en bas* (au niveau des sociétés civiles) et dans certains cas par des négociations globales institutionnelles qu'elles favorisent. Cela ne suffit jamais, mais conditionne la réussite de certaines étapes de désescalade, voire de résolution définitive. Cela a existé en Israël/Palestine (mais n'existe plus), en ex-Yougoslavie (avec surtout des échecs mais pas que), en Irlande, en Nouvelle Calédonie, mais aussi de manière significative au début du XXIe siècle dans le Sud Caucase ; des diplomates ont même parlé de *track two* (la deuxième piste de négociation) à ce sujet

⁴ Le nom Artsakh fait référence à un ancien royaume arménien (avant le Ve siècle) ; plus tard des principautés arméniennes dans le « Karabagh » jouiront de plus ou moins d'autonomie dans l'empire perse safavide (XVI-XVIIIe siècle).

⁵ Le droit local soviétique reconnaissait le droit des républiques fédérées comme l'Arménie ou l'Azerbaïdjan de quitter l'URSS, mais pas le droit des territoires ou républiques autonomes au sein de chaque république fédérée de quitter l'une d'entre elles (en l'espèce au Nagorno-Karabakh de quitter l'Azerbaïdjan ou par exemple à la Crimée de quitter l'Ukraine ou à la Tchétchénie de quitter la Fédération de Russie).

Rappels historiques.

L'Azerbaïdjan aujourd'hui compte un peu moins de dix millions d'habitants, 90% d'Azéris (de langue proche du turc), 2% de Lezguis, 2% de Russes, et quelques autres minorités : des Russes, des Tatars, des Géorgiens, des Avars et de rares Arméniens.e.s. (en général des conjointes d'Azéris). La majorité des Azerbaïdjanais sont musulmans, surtout chiites. Aujourd'hui l'Arménie compte un peu moins de trois millions d'habitants, Arméniens à 97% avec des minorités composées de Russes, Kurdes (yézidiens), Assyro-Chaldéens... Le Nagorno-Karabakh comptait au 26 septembre 2020 150 000 habitants, tous Arméniens. La majorité des Arméniens sont chrétiens apostoliques, avec une minorité de catholiques de rite arménien.

Ces derniers siècles la région concernée par ce conflit-ci (l'essentiel de l'Arménie actuelle et le Karabagh/Artsakh) ont vécu sous des régimes impériaux, persan puis russe et soviétique. Dans ces régions cohabitaient des populations de langues, traditions et confessions diverses, par exemple sur le territoire qui allait être défini par les autorités soviétiques comme la région autonome du Nagorny Karabagh au sein de la République soviétique d'Azerbaïdjan vivaient une majorité d'Arméniens, une minorité d'Azéris (turcophones) mais qui était majoritaire dans l'antique ville de Choucha (Chouchi pour les Arméniens) et l'on trouvait aussi quelques Russes, Géorgiens et autres.

En appliquant de manière dévoyée le principe des droits des nationalités, en imposant des frontières administratives et en déplaçant des populations, les autorités stalinienne ont multiplié des potentialités de contentieux entre les populations des régions du Caucase, manière aussi de « diviser pour régner ». Notons que les Français par exemple ont cherché à faire pareil à la même époque pendant leur « mandat » d'occupation de la Syrie et du Liban. Toutefois, en même temps, la *pax sovietica* a aussi permis dans ces régions un développement économique et éducatif certain, une liberté de circulation et une cohabitation relativement pacifique entre les groupes ethniques.

Lors de la dislocation de l'Union soviétique, et du puissant mouvement social et politique qui se développait alors, la grande majorité des Arméniens, dont ceux du Karabakh, ont, à partir de 1985, *aspiré à la démocratie et réclamé l'unité* (et donc la levée de la tutelle administrative azerbaïdjanaise sur le Nagorny Karabakh). Dans un premier temps le pouvoir central (à l'époque Gorbatchev) a privilégié le respect de la légalité soviétique et des frontières administratives, et donc soutenu le refus de la République soviétique d'Azerbaïdjan de reconnaître une « sécession » du Nagorny Karabakh. Mais dans un deuxième temps, l'URSS en pleine crise a perdu complètement le contrôle de la situation. Sur le terrain, des soldats soviétiques ont vendu leurs armes aux uns ou aux autres, tandis qu'à Bakou un nouveau pouvoir nationaliste appelait à la défense de l'intégrité du pays et à la guerre contre les Arméniens (après le massacre des Arméniens à Soumgaït, dans la banlieue de Bakou en février 1988). Enfin dans un troisième temps, la Russie a plutôt soutenu l'Arménie.

Malgré leur isolement à l'époque, au nord (la Géorgie étant en guerre civile) et à l'ouest (la Turquie étant hostile), les Arméniens, dos au mur, ont repoussé les troupes azerbaïdjanaises ; ils ont reçu ravitaillement et aide par le Sud (l'Iran). Comme nous l'avons vu, la Russie a fini par balancer plutôt du côté arménien. Favorable à l'Azerbaïdjan, la Turquie est cependant

restée plutôt passive (surtout son président Turgut Özal), et n'a fermé officiellement sa frontière que quand les troupes arméniennes ont commencé à prendre le contrôle de territoires azerbaïdjanais extérieurs au Haut-Karabagh (avril 1993).

L'effondrement militaire azerbaïdjanais a entraîné la chute du gouvernement nationaliste et le retour au pouvoir de l'ancien dirigeant de l'époque soviétique Heydar Aliyev, en juin 1993. Les forces armées azerbaïdjanaises n'étaient plus en mesure de contre-attaquer, sa priorité a été de remettre son pays en ordre mais il a fallu encore un an de combats pour arriver au cessez-le feu en mai 1994.

Situation après la guerre de 1988-1994 et propositions du groupe de Minsk

La guerre a été extrêmement violente, avec au moins 30 000 victimes directes.

Surtout elle a entraîné de très importants mouvements de population, provoqués par la peur, mais aussi par des politiques explicites de « purification ethnique » de part et d'autre. Des centaines de milliers d'Arméniens, principalement des urbains de Bakou et Ganja, ont quitté l'Azerbaïdjan, et d'Azéris et autres, principalement des ruraux, ont quitté l'Arménie, le Nagorny-Karabakh et les territoires avoisinants (sept districts) conquis par les forces arméniennes. Le décompte des réfugiés est complexe : il est clair pour les dizaines de milliers d'Azéris (et un peu de Kurdes) déplacés depuis le Nagorno-Karabakh et les sept districts, pour la plupart regroupés dans des camps et instrumentalisés comme tels par les autorités azerbaïdjanaises. Moins évident pour les Azéris qui ont dû quitter l'Arménie et pour les Arméniens qui ont dû quitter l'Azerbaïdjan dans la mesure où ils n'ont pas tous été identifiés comme réfugiés et que nombre d'entre eux sont partis dans des pays tiers, principalement la Russie, mais aussi la Géorgie, l'Europe Occidentale, l'Amérique du Nord ou l'Australie.

Les territoires occupés par les forces arméniennes autour du Karabagh, d'une superficie supérieure au Haut-Karabakh lui-même, sont constitués par l'étrange verrou de Latchin (un fond de vallée donné par Staline à l'Azerbaïdjan pour empêcher le lien direct entre la République d'Arménie et le territoire autonome du Karabagh), mais aussi au nord de celui-ci la zone de Kelbadjar, au sud-est la vallée de l'Araxe à la frontière avec l'Iran, de Zenguilan jusqu'à Jabrayil, enfin à l'est de Stepanakert (la capitale de la région du Nagorny-Karabakh) la cité de villégiature d'Aghdam. Toutes les populations de ces zones, azéries et quelques kurdes, ont dû fuir (le massacre de Khodjaly perpétré par les troupes arméniennes en février 1992 ayant servi d'avertissement), ou ont été chassées. Les Azerbaïdjanais contrôlent de leur côté une petite portion du nord du Haut-Karabagh ainsi que quelques collines à l'Ouest, vidées de leurs populations par les combats.

Les Arméniens sont sortis de la guerre en position de force. La république du Haut-Karabagh /Artsakh est auto-proclamée « indépendante », en fait totalement liée à l'Arménie. D'ailleurs ses leaders politico-militaires vont diriger toute l'Arménie à partir de 1997 : Robert Kotcharian comme Premier ministre en 1997-98 puis Président de la République entre 1998 et 2008 et Serge Sarkissian, qui fut Ministre de la Défense, puis Premier ministre en 2007-2008 et enfin Président de la République en 2008-2018.

Les grandes puissances ont mis en place dès 1992 un *Groupe de Minsk*, dans le cadre de l'OSCE (*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*), composé de trois Etats présidents : Russie, Etats Unis, France, des deux Etats parties : Arménie et Azerbaïdjan, et de l'Allemagne, la Biélorussie, la Suède, l'Italie, les Pays Bas, le Portugal, la Turquie et la Finlande, chargé de faciliter une « solution politique au conflit ».

En novembre 2007, lors du Conseil ministériel de l'OSCE à Madrid, les principes de résolution du conflit (dits principes « de Madrid ») ont été précisés :

- le statut juridique final du Haut-Karabagh doit être déterminé en fonction de la volonté de sa population ;
- le Haut-Karabagh étant sous statut intérimaire jusqu'au statut final; des garanties de sécurité incluant une opération de maintien de la paix (casques bleus ou autres) devront être mis en œuvre ;
- les territoires occupés par les Arméniens entourant le Haut-Karabagh devront être restitués à l'Azerbaïdjan mais avec maintien d'un corridor reliant le Haut-Karabagh à l'Arménie ;
- le droit de tous les réfugiés et des personnes déplacées à retourner dans leurs anciens lieux de résidence doit être affirmé.

Les autorités azerbaïdjanaises ont refusé ce qui dans ces principes, remettait en cause le préalable juridique de l'appartenance du territoire à la république d'Azerbaïdjan, puis ont fait mine de les accepter ; les autorités arméniennes, à l'inverse ont fait mine de les accepter, tout en occultant la question des réfugiés et des territoires occupés puis s'en sont distancées.

Les nombreuses réunions n'ont débouché sur rien, malgré certaines velléités d'ouvertures au début des années 2000, dans le contexte de meilleures relations arméno-turques, et avec l'existence de nombreuses actions pour la paix au niveau des sociétés civiles (cf. ci-dessous)... Puis le processus – pour autant qu'il ait été ébauché, a été gelé, tant par la direction arménienne Kotcharian-Sarkissian, pour laquelle il n'était pas question de parler de retrait des territoires occupés hors Haut Karabagh et des droits des réfugiés et déplacés qui en étaient issus, que par la direction azerbaïdjanaise, surtout quand Ilham Aliyev a succédé à son père, et quand la rhétorique de la « revanche » est allée s'amplifiant.

Problématiques de paix et effort des sociétés civiles pendant et après la guerre

Des forces anti-guerre se sont manifestées sur le terrain **pendant les combats** de 1988-1994, des deux côtés.

Pourtant dès le départ ces hommes et ces femmes de paix (dont certains ont été contraints de rejoindre leurs armées respectives) divergeaient sur un point apparemment crucial :

- Pour tous les Arméniens, toutes les négociations sont possibles, à condition de reconnaître le caractère arménien du Nagorno Karabagh, qui n'a donc pas vocation à faire partie de l'Azerbaïdjan indépendant.

- Pour tous les Azerbaïdjanais, toutes les négociations sont possibles à condition de reconnaître la légalité de l'appartenance administrative du Nagorno Karabagh à la république d'Azerbaïdjan.

Il est intéressant de noter que, ce constat fait, ces hommes et ces femmes ont pourtant décidé de travailler ensemble, avec l'appui de camarades géorgiens et internationaux, pour développer une dynamique de paix « par en bas » dans la région. Ils se sont appuyés pour ce faire notamment sur le réseau international *Helsinki Citizens Assembly* (HCA) qui venait de se créer fin 1990 à Prague et en participant ensemble à la 2^e assemblée de ce réseau à Bratislava en mars 1992.

Ils ont organisé, en août 1992, en pleine guerre, un voyage en car de Bakou à Erevan, des militants de diverses nationalités accompagnant l'Azerbaïdjanaise Arzu Abdulayeva en Arménie (avec les cessez-le-feu nécessaires pour traverser les lignes de front), puis en octobre l'Arménienne Anahit Bayandour est allée, également avec des militants internationaux, à Bakou. Ces deux femmes ont reçu ensuite le prix Olof Palme pour la Paix. Fort de la visibilité et de la crédibilité ainsi acquise, les groupes HCA qui se sont formés ont mis en place une filière d'échanges d'otages ou de restitutions de cadavres (chose qui, dans le contexte de la guerre était le fait de diverses mafias liées aux belligérants), contribuant à la libération de centaine de personnes malgré les risques encourus pour de telles opérations.

Ensuite, et pendant des années, ces groupes ont mis en place des réseaux de coopération et de dialogue (entre familles de disparus, entre anciens combattants, pour des réunions de jeunes, de femmes, de réfugiés, etc. – réunions se déroulant le plus souvent en Géorgie voisine), le réseau HCA international a permis la venue à Bakou d'une forte délégation d'Arméniens lors de son assemblée générale de 2000, etc.

Des habitants d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont établi des sortes de « négociations par en bas » Des accords» entre citoyens, parfois pour des déménagements croisés de villages (par exemple Kyzyl-Şafag et Kerkendž)⁶, des accords de personnes à personnes pour régler des problèmes de patrimoine, d'entretien de cimetières, etc. Une coopération tripartite dite « du pont Rouge » s'est même développée, impliquant des collectivités locales autour de la triple frontière arméno-azerbaïdjano-géorgienne.

Bien entendu chacun savait qu'on ne pourrait pas revenir au passé, mais s'il était illusoire de penser que la grande majorité des réfugiés et déplacés retourneraient dans leurs domiciles d'origine, il était indispensable d'affirmer que, dans les conditions nécessaires de la paix, il y avait la reconnaissance de leurs droits (au retour, à des compensations, aux prestations sociales, etc.), que la question des disparus ne devait pas être enfouie dans l'oubli, que les discours de guerre et de haine devaient être combattus de part et d'autre.

Les participants à ces dialogues et coopérations se sont appliqué leurs principes de dialogue entre eux. Un exemple mineur mais significatif dans le réseau HCA : les membres arméniens

⁶ Sevil Huseynova : « *L'histoire oubliée* de la fin de l'URSS et la coopération interethnique lors du conflit du Haut Karabagh, *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 2013/1 N° 44

karabakhis du réseau avaient pensé former un Comité « national » HCA du Karabagh/Artsakh, tandis que les azéris réfugiés du Karabagh membres du comité HCA d'Azerbaïdjan voulaient aussi appeler leur groupe « Karabagh ». Le compromis fut de créer au Nagorny Karabagh une « Initiative Helsinki 92 » (pas un « comité national ») et au sein du comité HCA d'Azerbaïdjan une « Commission réfugiés du Karabagh ». Anecdote ? Pas du tout, volonté de préserver les droits des uns et des autres, sans insulter l'avenir.

L'idée était de sortir de la spirale de guerre, et de rendre possible une certaine dynamique de désescalade, non seulement militaire, mais aussi politique et idéologique, pour finir par une solution institutionnelle permettant de vivre côte à côte en paix.

Même si le réseau ainsi constitué ne préconisait pas de « solutions », on débattait de certaines idées. Par exemple Arzu Abdulayeva défendait le « modèle des îles d'Åland ». Il s'agit d'un archipel de la Baltique juridiquement finnois mais peuplé de Suédois qui a fait l'objet d'un statut original entre les deux guerres (un des rares succès de la Société des Nations). Toutefois si juridiquement les situations se ressemblent, la situation de la Suède et de la Finlande des années 20, quoique tendue à l'époque, n'était pas celle de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan... Autre exemple, la proposition d'une indépendance conditionnelle transitoire du Haut Karabagh, avec explicitement droit au retour des réfugiés (azéris) et respect des minorités, proposée par exemple au Forum Social Européen de Paris par Karen Ohanjanyan de l'Initiative Helsinki 92⁷. Notons qu'une telle proposition lui avait valu alors des menaces de militants nationalistes de la diaspora arménienne en France, membres du parti Dachnak⁸. Notons aussi que c'est précisément la solution qui a été retenue dans le cas du Kosovo (malgré la réticence serbe).

Ces activistes de la paix étaient évidemment relativement peu nombreux, mais très actifs et visibles. Ces efforts ont bénéficié, au début des années 2000, d'un certain soutien international d'ONG et de fondations. A cette époque aussi les bureaux de l'OSCE dans les divers pays du Caucase étaient actifs et coopératifs avec les sociétés civiles. L'idée de développer une atmosphère de baisse de tension, de circulation et d'échanges, préalable à la négociation inter-étatique (dont chacun savait qu'elle serait longue), commençait à prendre forme concrète. Le fait que dans cette même période le dialogue arméno-turc se développait de manière inédite (entre artistes, intellectuels, jeunes, entrepreneurs, etc.), avec même des esquisses institutionnelles, contribuait au climat d'ensemble.

⁷ Malheureusement Karen Ohanjanyan a adopté des positions bellicistes après 2016.

⁸ La Fédération révolutionnaire arménienne Dachnaksoutioun, très ancienne, est l'organisation arménienne dominante dans la diaspora en France, supposée « social-démocrate », ces membres ont double appartenance possible avec le Parti Socialiste. Elle s'est presque toujours opposée aux initiatives de paix ou de dialogue, et a été interdite en Arménie pendant les premières années de l'indépendance comme groupe d'extrême droite, puis elle y a généralement soutenu les pouvoirs en place, contre les mouvements anti-corruption jusqu'à la révolution de 2018.

En 2018, le militant de paix azerbaïdjanais de HCA Zardush Alizade confiait à l'agence arménienne *arminfo.info*⁹ que les défenseurs de la paix au Sud Caucase n'avaient pas à rougir de ce qu'ils avaient accompli « la libération de prisonniers et d'otages, la lutte contre la torture, la construction de passerelles pour la communication entre jeunes, femmes, scientifiques, écrivains, journalistes... », mais constatait que l'échec de ces tentatives « était dû à la puissance de ceux qui y étaient opposés [en Arménie et en Azerbaïdjan] », et aussi aux faiblesses des supposés soutiens, à « l'indifférence et la méchanceté habituelles des responsables de diverses organisations donatrices, leur désunion, l'absence d'une stratégie unifiée et coordonnée de maintien de la paix ».

Les autorités arméniennes et azerbaïdjanaises n'étaient pas favorables à cet activisme, mais pouvaient le tolérer dans la mesure où il ne prenait pas d'ampleur. Ce sont les autorités azerbaïdjanaises qui ont les premières sifflé la fin de la récréation avec les déclarations d'Ilham Aliyev (qui succède à son père en 2003) indiquant qu'il était interdit aux citoyens d'Azerbaïdjan d'avoir des contacts avec les Arméniens, ceci étant un monopole de l'Etat. Par la suite, à chaque fois que des tensions sociales et politiques sont advenues, dans l'un comme dans l'autre pays, du fait de l'accroissement des inégalités, de la corruption, des trucages des élections, etc. la clique Kotcharian/Sarkissian d'un côté, la mafia Aliyev de l'autre ont embouché les trompettes du chauvinisme, de la patrie menacée et de l'union sacrée, pour se rétablir.

La nouvelle guerre n'apportera pas la paix

Après l'échec de la « négociation de Kazan », la marche inéluctable vers une nouvelle guerre

Entre le début des années 2000 et aujourd'hui, l'Azerbaïdjan s'est enrichi considérablement, grâce à ses ressources en hydrocarbures et la mise en service des oléoduc et gazoduc à travers la Géorgie, fournissant facilement la Turquie, l'Europe, Israël... La croissance, symbolisée par les tours gigantesques construites à Bakou, « Dubaï sur Caspienne », s'est accompagnée d'une hausse vertigineuses des inégalités, profitant d'abord au clan Aliyev et à ses clients, tandis qu'une partie importante de la population (dont la majorité des réfugiés) s'appauvriissait. Il en a résulté plusieurs explosions sociales, brutalement réprimées. La situation des droits humains s'est dégradée, la liberté de presse (relative) a disparu, les organisations de défense des droits civiques et sociaux ont été réprimées, les oppositions politiques muselées, les élections truquées.

Mais à chaque crise, le pouvoir a renforcé son discours « patriotique » sur la reconquête des territoires perdus et ses appels à la revanche, tout en développant un programme ambitieux

⁹ David Stepanyan, entretien avec Zardusht Alizade: "There are no physical walls between Armenians and Azerbaijanis. There are, walls built from the outside, mental and psychological" 26 septembre 2018 https://arminfo.info/full_news.php?id=35104&lang=3

d'achats d'armes, principalement russes, mais aussi turques et israéliennes et dans une certaine mesure françaises (contrats avec l'entreprise *Azercosmos* de surveillance par satellite et vente de système de guidage de tir).

Le pouvoir azerbaïdjanais pouvait aussi compter sur une certaine bienveillance des Américains et des Israéliens (qui utilisent le territoire de l'Azerbaïdjan pour surveiller/menacer l'Iran), et d'une passivité intéressée des Russes et dans une certaine mesure des Européens (notamment britanniques qui ont de gros intérêts dans les hydrocarbures, mais Total est aussi présent).

Du côté arménien, le pays a connu des difficultés économiques et sociales structurelles, avec notamment l'exil d'une partie des forces vives de sa jeunesse à l'étranger, une émigration économique temporaire significative de travailleurs en Turquie et en Russie, et, dans un système de corruption généralisé, une accentuation des inégalités. Là aussi il y a eu plusieurs révoltes, brutalement réprimées, des élections truquées, les médias muselés (même si cela a été moins violent qu'en Azerbaïdjan)¹⁰. Kotcharian comme Sarkissian campant sur leurs conquêtes de 1994, comptant sur le temps pour entériner l'occupation des sept districts entourant le Nagorny-Karabagh, suivant en cela « l'exemple israélien » de politique du fait accompli, tandis que fleurissaient les cartes où ces territoires étaient englobés, avec le Haut Karabagh proprement dit, dans l'Artsakh arménien « pour toujours ».

Ce pouvoir arménien bénéficiait toutefois de l'appui russe (un traité d'alliance, une base militaire), de la sympathie « morale » des occidentaux et du soutien discret mais permanent de l'Iran.

Pendant ce temps la diplomatie internationale (et son « groupe de Minsk ») tournait à vide, les bureaux de l'OSCE, jadis très actifs, réduisaient leurs effectifs. Il y avait bien de temps en temps des accrochages sur le front arméno-azerbaïdjanais, mais tout le monde avait d'autres préoccupations en tête – y compris dans la région (guerre de l'Ossétie du Sud en Géorgie en 2008 puis en 2014 l'annexion de la Crimée par la Russie et le conflit du Donbass dans l'Est ukrainien), et le conflit semblait « gelé » pour un bout de temps. Jusqu'en 2016...

Il y a eu un dernier espoir lors de la négociation dite « de Kazan » en 2011, où était sur la table l'idée d'un retrait arménien de 5 des 7 districts occupés, les Arméniens conservant la continuité territoriale entre la république d'Arménie et le territoire du Nagorno-Karabagh, celui-ci entrant dans le statut intérimaire prévu par les « principes de Madrid » exposés ci-dessus. Mais Aliyev n'en a pas voulu, Sarkissian non plus, et les « grandes puissances » ont renoncé à l'imposer.

¹⁰ Notons que les mouvements majoritaires de la diaspora arménienne en France sont restés pendant cette période, étonnamment silencieux face aux violations des droits humains en Arménie, contrairement à certaines organisations homologues de Grande Bretagne ou des Etats Unis et tout de même à certains Arméniens de France.

En avril 2016 les forces azerbaïdjanaises sont passées à l'offensive générale, la « guerre de quatre jours » très brutale, sanglant match nul même si les Azerbaïdjanais ont réussi à contrôler quelques collines.

Pourquoi la guerre maintenant ?

La répétition générale de 2016 n'a pas servi d'avertissement.

Les alertes étaient pourtant nombreuses. L'*International Crisis Group* par exemple, un think tank spécialisé dans les conflits et expert sur la région, avait titré son rapport de juin 2017, suite à la guerre de 2016 : « Les nuages de guerre s'accumulent au Nagorno-Karabakh »¹¹, son rapport de décembre 2019 « Sortir de l'impasse au Nagorno-Karabagh »¹² et celui de juillet 2020 « Empêcher un bain de sang à la frontière de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan »¹³.

En Arménie, avant d'être renversé en 2018, le pouvoir de Serge Sarkissian était de plus en plus contesté, sur fond d'élections truquées, de corruption et de misère sociale, et les dirigeants arméniens comptaient sans doute sur un « bouclier russe » et ne voyaient pas pourquoi faire la moindre proposition de négociation et s'en tenaient aux faits accomplis par la guerre de 1988-94.

La chute de Sarkissian, après la mobilisation non-violente gandhienne autour de Nikol Pachinian entre mars et mai 2018, et la nomination de ce dernier comme Premier ministre a pu faire espérer, non seulement pour la démocratie mais aussi pour une relance d'un processus de résolution du conflit. Dans un premier temps, Pachinian a bien parlé de négociations et de nouvelles relations pacifiques à construire. Mais il a aussi dû donner des garanties à Moscou (ou l'on n'était guère satisfait du succès d'une révolution pacifique dans un Etat voisin et du départ des anciens dirigeants amis). Et surtout des gages aux nationalistes bellicistes partisans de l'ancien pouvoir et encore puissants, et ne pas apparaître comme un « pacifiste mou » face à l'ennemi menaçant. Il a adopté un ton martial et abandonné toute idée de concessions territoriales (concernant les sept districts occupés) et même la diplomatie arménienne s'est mise à se référer au traité de Sèvres ; véritable provocation contre les Turcs¹⁴. Pire, en soulignant l'appartenance « constitutionnelle » des sept districts à l'Artsakh - donc aux Arméniens « pour toujours », le gouvernement Pachinian a fermé toute porte à des négociations. Bien sûr de telles négociations était gelées depuis des années, mais cette

¹¹ International Crisis Group : *Nagorno-Karabakh's Gathering War Clouds*, Europe Report N°244, 1 juin 2017

¹² International Crisis Group: *Digging out of Deadlock in Nagorno-Karabakh*, Europe Report N°255, 20 décembre 2019.

¹³ International Crisis Group: *Preventing a Bloody Harvest on the Armenia-Azerbaijan State Border*, Europe Report N°259, 24 Juillet 2020.

¹⁴ Le traité de Sèvres du 10 août 1920 prévoyait le démantèlement de l'empire ottoman, avec constitution de provinces grecques en Thrace et en Anatolie occidentale, d'un grand Etat arménien et d'un petit Etat kurde à l'Est, et une occupation étrangère (française notamment) de la moitié du territoire restant. C'est contre ce traité que Mustapha Kemal a mené la « guerre de libération », aboutissant aux frontières actuelles de la République turque, entérinée par le traité de Lausanne de juillet 1923.

affirmation réitérée à ce moment-là mettait l'Arménie en position symbolique et diplomatique de faiblesse, et allait servir de justificatif pour l'offensive azerbaïdjanaise.

Et bien sûr il a adopté la posture de chef de guerre quand les hostilités ont commencé. Il était déjà tombé dans le piège du Jardin Noir.

En 1989, Andreï Sakharov avait dit « Le problème du Karabagh est une affaire d'ambition pour l'Azerbaïdjan et une question de vie et de mort pour le peuple du Karabagh ». Mais depuis 30 ans, la question du Karabagh et des sept districts n'est plus de simple « ambition » mais une affaire existentielle pour l'Azerbaïdjan, une question d'honneur après la défaite de 1994, comme une Alsace-Lorraine pour la France après 1871. Or la répétition de 2016 montrait que la « revanche » était à portée de canon...

Ilham Aliyev a accumulé des capacités offensives, en personnels mobilisables comme en armes classiques, représentant le double au moins des capacités arméniennes (par exemple 50 hélicoptères de combats contre 12, environ 800 véhicules blindés transports de troupes contre 400, etc.), et surtout un avantage considérable avec sa flotte de drones, les équipements israéliens *Hermes-900* et *Heron Orbiter 1K* et surtout les très modernes *SkyStriker* et *Harop*, ainsi que les turcs *Bayraktar TB2*¹⁵ face auxquels les Arméniens ne disposaient pas de moyens de défense adaptés.

A cette supériorité militaire supposée s'ajoutait une conjoncture politique favorable :

- L'assurance d'un soutien turc, Recep Tayyip Erdogan ayant sûrement promis quelque chose de beaucoup plus consistant que ce qui s'était passé côté turc en 1988-94, et ne s'en cachant pas dans ses déclarations. Après de premiers affrontements arméno-azerbaïdjanaïses en juillet 2020, la Turquie avait même annoncé « qu'une défaite azerbaïdjanaïse serait une défaite turque » et s'était donc clairement engagée.
- Le probabilité d'une certaine passivité russe (au moins au début), en pensant que Vladimir Poutine ne serait pas fâché de difficultés de Nikol Pachinian, qui devrait lui manger dans la main pour obtenir un peu de soutien militaire pour éviter l'effondrement. On peut s'interroger sur le fait que les services secrets russes n'aient pas averti les Arméniens de l'accumulation des forces azerbaïdjanaïses au front – à moins qu'ils aient perdu leurs capacités d'observation ?
- L'assurance de la passivité américaine, en plein psychodrame pré-électoral, et avec l'idée qu'il valait mieux agir avant une possible élection de Joe Biden (les démocrates sont perçus comme plutôt pro-arméniens), et l'assurance d'une impuissance européenne, d'éventuels grognements d'Emmanuel Macron coprésident du groupe de Minsk étant jugés sans aucune importance.
- L'assurance d'une neutralité bienveillante de l'alliance moyen-orientale voisine Israël - Arabie saoudite – Bahreïn – Emirats – Egypte.

¹⁵ Michael Kofman and Leonid Nersisyan : <https://warontherocks.com/2020/10/the-second-nagorno-karabakh-war-two-weeks-in/> 14 octobre 2020.

- Les problèmes intérieurs et extérieurs de l'Iran qui permettent à Aliyev de penser qu'un soutien à l'Arménie n'aurait pas l'ampleur des années 1990. D'autant qu'après le déclenchement des hostilités, une majorité de la population azérie du nord de l'Iran a exprimé son soutien à l'Azerbaïdjan¹⁶. D'ailleurs, après quelques hésitations, et suite aux succès azerbaïdjanais, l'Iran a plutôt penché vers Bakou¹⁷.

Dynamique de la guerre

Pour arrêter la guerre il faut comprendre comment elle fonctionne et peut évoluer :

Quelle est la nature de l'appui concret des Turcs aux Azerbaïdjanais ? En plus des équipements, et des experts qui vont avec, certainement un appui en matière de renseignement et informations, y compris avec l'aviation, et l'intervention de mercenaires syriens. Contrairement à ce qu'ont raconté le président français ou certains médias poutiniens, il ne s'agit pas de djihadistes de *Hayat Tahrir al-Cham*¹⁸, mais de mercenaires issus des brigades de *al-Jayš al-Watanī as-Sūrī* (Armée nationale syrienne organisée par les Turcs) et notamment de la brigade turkmène¹⁹ *Sultan Mourad*. *L'Observatoire syrien des droits de l'homme* évalue leur nombre à 2000 et ils avaient déjà eu, le 18 octobre, 135 morts²⁰. Dans cette guerre où il s'agit d'abord de prendre des positions et de les conserver, ces combattants très aguerris sont sans aucun doute en première ligne.

La majorité de la population arménienne du Nagorno-Karabagh a été déplacée en Arménie, y compris une grande partie des habitants de Stepanakert la capitale qui est toute proche du front et qui, à l'heure où ces lignes sont écrites (avant donc l'accord de cessez-le-feu du 10 novembre 2020, voir épilogue à la fin de ce texte), est attaquée et bombardée par l'est et le sud. Les combats se déroulent dans des zones peu ou plus peuplées, avec un nombre élevé de victimes militaires de part et d'autre, dans une sanglante guerre de positions et de tranchées avec toutes sortes de crimes de guerre, et utilisation d'armes comme le phosphore ou les bombes à sous-munitions.

¹⁶Benoit Filou : « L'Iran écartelé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan », *Orient XXI*, 15 octobre 2020 <https://orientxxi.info/magazine/l-iran-ecartele-entre-l-armenie-et-l-azerbaïdjan,4201>

¹⁷ Ghazal Goshiri : « L'Iran apporte son soutien à l'Azerbaïdjan face à l'Arménie. En dépit d'une alliance de longue date avec Erevan, Téhéran a dénoncé « l'occupation » du Haut Karabagh par les séparatistes arméniens ». *Le Monde*, 29 octobre 2020.

¹⁸ *Hayat Tharir al-Cham* (Organisation de libération du Levant) ou *Etech* récuse toute action armée en dehors de la Syrie. C'est le principal groupe armé non contrôlé directement par les Turcs dans le nord-est syrien (province d'Idlib), résultat de la fusion en 2017 de plusieurs groupes plus ou moins islamistes dont le principal groupe djihadiste local : le Front *Fatah al Cham*, (avant 2016 Front *al-Nosra*, créé en 2012 et officiellement branche syrienne d'Al Qaida de 2013 à 2016).

¹⁹ Les Turkmènes sont des populations turcophones vivant en Syrie et en Irak.

²⁰ Observatoire syrien des droits de l'homme, 18 octobre 2020: « Nagorno-Karabakh battles. Over 2,000 mercenaries sent to Azerbaijan, nearly 135 killed so far »

Géopolitique du conflit

Depuis 2015-2017 (déboires électoraux, tentative de coup d'état contre lui, référendum gagné de justesse), Recep Tayyip Erdogan a multiplié les actions militaires, et développé la rhétorique nationaliste (commune à ses alliés ultranationalistes et anti-arméniens du parti MHP) : offensive contre les Kurdes en Turquie après l'enterrement de « l'ouverture kurde » un processus en cours en Turquie entre 2011 et 2015²¹ et offensives contre les Kurdes en Syrie et en Irak, intervention dans le nord-ouest syrien, intervention en Libye, tensions sur fond d'hydrocarbure en mer Egée et Méditerranée orientale, etc. C'est aussi une manière de reprendre la main sur un plan intérieur délicat (revers électoraux et perte de popularité, énorme crise financière, crise de la Covid 19), à travers l'appel à la mobilisation patriotique. L'implication verbale et directe de la Turquie dans la guerre du Karabagh s'inscrit dans ce contexte.

Depuis la chute de l'URSS, la Russie tente de conserver ou reconquérir de l'influence dans son « étranger proche ». Chose compliquée avec l'Azerbaïdjan qui est à la fois un acteur plutôt rival sur le front des hydrocarbures, un partenaire économique non négligeable et un excellent acheteur d'armes, un régime autoritaire bien vu à Moscou. L'Arménie, liée par le traité OTSC avec la Russie, avec une base russe sur son sol, ne doit pas être pour autant « perdue » par Poutine. Ce dernier n'a sûrement pas beaucoup apprécié l'arrivée au pouvoir de Nikol Pachinian. Conséquence : une « petite victoire » azerbaïdjanaise ne lui déplairait pas, obligeant Pachinian à se soumettre totalement. Et d'ailleurs la Russie n'a pas déployé (et moins encore donné aux Arméniens) son système de brouillage électronique *Krashuka*, seul capable de neutraliser les drones israéliens et turcs décisifs pour appuyer l'offensive azerbaïdjanaise. Cependant, un effondrement arménien serait problématique pour les Russes, tant en termes géopolitiques qu'en termes intérieurs (une partie de l'opinion publique russe ne l'admettrait pas).

Côté turc au contraire, plus une victoire azerbaïdjanaise serait spectaculaire, plus le prestige retomberait aussi sur le Raïs turc, et de manière beaucoup plus évidente pour l'opinion turque que d'obscures batailles entre factions libyennes. Mais il ne peut sans doute pas (à ce stade) envisager une attaque de revers directe contre l'Arménie, sauf peut-être en cas de défaillance des Azerbaïdjanais, les Turcs risquant alors d'être accusés de vouloir « recommencer le génocide », et de provoquer d'énormes réactions.

Enfin l'Iran, qui a proposé sa « médiation », n'a guère de capacité de peser sur les événements. D'où son attitude récente, aller plutôt du côté du vainqueur.

La dynamique propre de la guerre, et des armées sur le terrain, pourrait déjouer les calculs et petits arrangements du « condominium russo-turc ». Turcs et Russes sont à la fois partenaires et adversaires. Partenaires face aux Occidentaux, pour être les puissances régionales qui

²¹ Bernard Dreano et HCA Turquie : « Une approche citoyenne des conflits : exemple, processus de paix et réconciliation en Turquie », in *(In)sécurité humaines, les luttes pour la paix au XXIe siècle*, Editions non-lieu, 2015

comptent, et se tailler des sphères d'influences et des clientèles, mais du même coup rivaless sur chaque front et ne l'oublions pas historiquement ennemis héréditaires. Adversaires ? Par exemple la Turquie vient de signer cet automne un accord de défense avec l'Ukraine qui ne plaît sûrement pas aux Russes²². Une rivalité/négociation Poutine/Erdogan peut aussi se régler dans le sang des Arméniens et des Azerbaïdjanais.

Problématiques de la paix et de la solidarité

Les métastases de la haine

Constatons d'abord que ce conflit empoisonne déjà le monde bien au-delà du Sud Caucase et des haines qu'il entraîne entre Azerbaïdjanais et Arméniens. Non qu'il risque de provoquer une grande guerre régionale (genre conflagration directe russo-turque), mais il « exporte » déjà des métastases malignes.

C'est en particulier le cas dans le sous-continent indien. L'Inde, officiellement « neutre » dans ce conflit soutient clairement l'Arménie (à laquelle elle fournit des armes). Il y a une longue tradition de relations indo-arméniennes, une ancienne diaspora arménienne, des relations universitaires étroites (qui existaient déjà du temps de l'URSS), qui expliquent une sympathie populaire pour l'Arménie mais le régime hindou-nationaliste de Narendra Modi soutient une grande campagne *I stand with Armenia* qui s'inscrit clairement dans le discours antimusulman de ce régime. Symétriquement bien entendu, le Pakistan a emboîté le pas à la Turquie, avec la campagne: *#Azerbaijanisnotalone*, multipliant les appels à soutenir les Azerbaïdjanais²³. N'oublions pas que la question du Cachemire constitue un « Karabakh » indo-pakistanaïss puissance 10....

Constatons aussi que ce conflit peut avoir des conséquences, moins dangereuses mais réelles en France. La France compte la plus grande communauté arménienne d'Europe depuis les années 1920, avec ses organisations culturelles, politiques, religieuses. Les Arméniens de France sont des descendants des rescapés du génocide de 1915 et des pratiques de purification ethnique des années 1920. L'Etat français a reconnu le génocide comme crime contre l'humanité. Il est évidemment normal que les Arméniens de France, et avec eux beaucoup d'autres Français, s'inquiètent de la situation de l'Arménie aujourd'hui après l'attaque azerbaïdjanaïss, veuillent apporter secours et soutiens, soient préoccupés par la disproportion des moyens militaires, accentuée par l'implication turque et la menace que cela fait peser sur les populations. Bien entendu la situation n'a rien de comparable avec celle de 1915, mais on peut comprendre la peur de l'anéantissement qui pèse sur les Arméniens, confrontés là-bas à des revers militaires.

²² AP News: "Turkey, Ukraine sign military cooperation agreements" 16 octobre 2020 <https://apnews.com/>

²³Smriti Chaudhary : "How Indians Are Going All-Out In Support Of Armenia, Virtually & On-Ground, In Nagorno-Karabakh Conflict?", Eurasiatimes.com le 11 octobre 2020, <https://eurasiatimes.com/indians-go-all-out-in-support-of-armenia-virtually-on-ground-in-nagorno-karabakh-conflict/>

La France compte aussi une importante communauté turque et turco-kurde depuis les années 1970-80. Cette communauté est diverse, ethniquement, politiquement, religieusement. Les Turcs de France connaissent mal la situation au Sud Caucase, (il y avait eu peu de réaction lors de la guerre de 1988-94). Certains originaires de Turquie ont développé des coopérations avec certains Arméniens et avec les organisations progressistes et antiracistes en France, d'autres, encouragés par Erdogan, ont accentué leurs discours nationalistes, et sont inconditionnellement pro-azerbaïdjanais.

Il est important de comprendre qu'aujourd'hui en France, la principale force de « l'Islam politique », si l'on veut bien donner un sens à ce vocable, est l'AKP et les organisations qu'il domine comme le COJEP²⁴ ; Sur le plan électoral (où le niveau du vote AKP en France des Turcs de l'étranger lors des scrutins turcs est très supérieur à celui de la Turquie) ; Sur le plan confessionnel avec les mosquées plus ou moins d'initiatives turques, sous contrôle ou financement du Diyanet et de son département DITIB²⁵. L'influence de l'Islam politique turc dépasse largement aujourd'hui en France et dans d'autres pays les seules communautés de croyants turcs, et le prestige politique d'Erdogan grandit dans des couches sociales et communautaires bien plus vastes que les seuls Turcs.

Une conjonction d'éléments sans liens directs entre eux vient accentuer les polarisations :

- Depuis les déclarations insultantes (ou jugées comme telles) de Nicolas Sarkozy à l'égard de la Turquie, la tension n'a fait que monter entre les dirigeants des deux Etats.
- La France a fait clairement le choix de l'alliance avec la coalition Arabie Saoudite-Emirats-Bahreïn-Egypte contre l'alliance Turquie-Qatar. Ce qui se traduit par le fait qu'en Libye les Français soutiennent (et arment indirectement via Egypte et Emirats) les forces du « maréchal » Aftar et ses milices salafistes, contre les forces du gouvernement Faraj (reconnu comme légal) avec les Frères Musulmans et les milices de Misrata que soutient et arme la Turquie.
- Dans les contentieux concernant la Méditerranée Orientale et la mer Egée, la France s'est engagée totalement contre la Turquie (un contentieux où la Turquie a juridiquement tort mais dont toutes les revendications ne sont pas illégitimes)²⁶.
- Enfin Erdogan s'affirme, en parole, sinon en réalité, comme le dernier défenseur des droits des Palestiniens quand ceux-ci sont plus que jamais bafoués par les Israéliens, les Américains avec l'appui de leurs alliés pétromonarques ou égyptiens, et sans aucune réaction des Européens, à commencer par les Français.

²⁴ Le *Conseil pour la justice, l'égalité et la paix*, initié par l'association des Jeunes Turcs de Belfort en 1985, et devenu association d'ampleur nationale en tant que COJEP en 1992.

²⁵ La *Diyanet İşleri Başkanlığı* (présidence des affaires religieuses) est une institution de l'Etat « laïque » turc directement rattachée au Premier ministre, créée en 1924, qui contrôle le culte, et donc de nombreuses associations gérant des mosquées en France regroupées généralement dans le DITIB *Diyanet İşleri Türk İslam Birliği*, (l'Union Turco Islamique des Affaires Religieuses).

²⁶ Le contentieux trouve sa source dans la délimitation des eaux territoriales et zones d'intérêts exclusifs des différents pays dans des espaces qui pourraient s'avérer riches en gaz. Le principal scandale de ce point de vue est que personne ne parle du déni absolu de reconnaissance d'eaux et de zone d'intérêt palestinienne dans cette région !

Tous ces faits, qui ne sont qu'énumérés ici et réclameraient plus amples développements, constituent l'arrière-fond d'une situation créatrice de dynamiques très dangereuses dans la société française.

Nous sommes en effet dans le contexte des assassinats (qui risquent hélas de se répéter) perpétrés par les criminels djihadistes, qui est aussi celui de l'islamophobie et des amalgames contre les « ennemis de la République » que font les autorités. Celles-ci mélangent à dessein le djihadisme (qu'il faut évidemment empêcher de nuire) avec « l'islam politique » (dont la force principale aujourd'hui en France est l'AKP), et les « islamo-gauchistes » (c'est-à-dire par exemple les forces qui ont soutenu la manifestation du 10 novembre 2019 contre l'islamophobie, parmi lesquelles on trouve les organisations qui se sont continuellement mobilisées contre la politique répressive d'Erdogan, en Turquie, comme la CGT ou la Ligue des droits de l'homme, ou très significativement l'Assemblée citoyenne des originaires de Turquie ACORT²⁷.)

En France le discours dominant est pro-arménien²⁸, et surtout antiturc et de ce fait ignore les conditions nécessaires à un règlement durable du conflit arméno-azerbaïdjanais. C'est ainsi que dès le début de la guerre 174 élus de tous bords ont signé une déclaration de soutien à l'Arménie²⁹, et pour la défense de l'Artsakh « berceau de la civilisation arménienne et dont la population fut (...) composée essentiellement d'Arméniens », outre que la notion de « berceau » est un poncif des nationalismes³⁰, tout est dans le « essentiellement » qui revient à sous-estimer la présence conséquente d'autres populations dans cette région depuis des siècles, et si cet appel s'inquiète du risque de purification ethnique envers les Arméniens (une menace qui s'est intensifiée hélas depuis du fait de l'avancée militaire azerbaïdjanaise), il omet totalement de parler des habitants azéris chassés par la purification ethnique antérieure des sept districts et de leur droit au retour.

²⁷ Des membres de l'ACORT contribuent au Collectif arméno-turc *Rêves communs*. Notons que les organisations liées à l'AKP ne participaient pas à la manifestation contre l'islamophobie et l'ont même condamnée, notamment du fait de la présence de l'ACORT tandis qu'au même moment la droite française (élus, journaux Le Figaro et Valeurs Actuelles), demandait la suppression de toutes subventions à une association « qui propage le communautarisme et la haine » selon Pierre Liscia conseiller de Paris Les Républicains.

²⁸ Le chercheuse Diana Yayloyan a examiné l'information sur le conflit dans les grands médias et dans une douzaine de pays du 20 septembre au 20 octobre. Il est extrêmement couvert en Russie, et en Turquie un peu en Europe Occidentale, guère en Amérique du nord. Elle a relevé que 47% des nouvelles publiées en France étaient favorables au point de vue arménien, 0% au point de vue azerbaïdjanais, le reste pouvant être considéré comme neutre. Le proportion étant inverse en Turquie. <https://t.co/qWGqKIS08u> / Twitter

²⁹ Journal du dimanche le 3 octobre 2020

<https://www.lejdd.fr/International/hidalgo-pecresse-rubirola-ou-encore-wauquiez-174-personnalites-appellent-la-france-a-soutenir-larmenie-3995995>.

³⁰ Ainsi le « berceau » de la Serbie était supposé au Kosovo, comme d'ailleurs le « berceau » de l'Albanie, le « berceau » de la Bulgarie était en Macédoine et le « berceau » de la Russie ... à Kiev.

Depuis la situation s'est détériorée en France. A plusieurs reprises, des Turcs de France, se réclamant du mouvement d'extrême droite des Loups Gris³¹, ont attaqué des manifestants pro-arméniens dans des rues de plusieurs villes et profané un monument commémoratif du Génocide dans la banlieue lyonnaise (à Décines). Le risque est sérieux de voir la fièvre nationaliste se répandre et s'amplifier dans le climat délétère actuel de fièvre ethno-confessionnelle. Déjà en France, des secteurs de la droite et de l'extrême droite française appellent à la solidarité chrétienne contre les barbares musulmans, tandis que des imams prêchent le soutien aux coreligionnaires turco-azéris.

Des artisans de paix ?

Nous avons vu que, à la fin des années 1980, en pleine guerre, des Azerbaïdjanais et des Arméniens avaient pris contact les uns avec les autres,

Dans le chaos des guerres de dislocation de la fin de l'URSS dans le sud-Caucase, beaucoup de gens qui avaient vécu ensemble dans l'espace soviétique n'adhéraient pas automatiquement à l'idée de séparation « identitaire » et absolue, et bien qu'embarqués *nolens volens* dans la guerre, disaient souvent : « on ne comprend pas le pourquoi de cette guerre ».

Une génération plus tard, les nationalistes de tous bords ont inscrit la séparation dans les faits et dans les esprits. Et cette fois ci, la guerre n'est pas confuse et menée autant par des milices que de vraies armées comme celle de 1988-94, mais oppose deux armées formées essentiellement de conscrits, avec leur peuples derrière eux.

Pourtant, dès le début des affrontements, des voix se sont élevées contre la guerre.

Par exemple le 6 octobre 2020 chercheurs, artistes, journalistes, médecins, militants, programmeurs, étudiants... d'Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Turquie (et pas que...) signaient un appel diffusé sur le site *Open Caucasus* : « La principale victime de cette guerre n'est pas la vérité objective. Elle détruit plutôt la vie de vraies personnes, de vrais enfants. Elle devient une bataille perdue d'avance pour toute la région du Caucase du Sud. Si elle ne vous affecte pas maintenant, la guerre ou ses conséquences vous atteindront demain, etc... »³².

Le site *Caucasus Talk* relayait et amplifiait cet appel avec le *Peace Statement* (déclaration de paix) qui avait déjà été signé le 18 octobre par plus de 1500 personnes principalement arméniennes et turques, d'Arménie, de Turquie et des diasporas, et des Azerbaïdjanais (mais les signataires azerbaïdjanais qui vivent sur place ont eu des problèmes avec la police), et pas mal d'autres ³³: « la guerre nous entraîne dans un cercle plus noir, plus pervers, de guerres

³¹ Loup Gris » (*Bozkurtlar*), la formation paramilitaire créée en 1968 liée au parti nationaliste fasciste laïc turc MHP (parti d'Action Nationale) et à certains secteurs de l'armée. Le MHP est allié avec Erdogan et au gouvernement depuis 2018. Le gouvernement français a annoncé la « dissolution » des Loups Gris le 2 novembre 2020.

³² <https://oc-media.org/peace-statement/>

³³ <https://www.caucasustalks.com/open-call>

interminables et de griefs non résolus. Défendre la paix n'est pas une position neutre. Nous rejetons les positions militaristes conditionnées par les récits de guerre et à la place souhaitons prendre les chemins de la construction de la paix ».

Un petit groupe de militants de gauche azerbaïdjanais ont publié une courageuse « déclaration de paix »³⁴ à laquelle ont répondu des militants de gauche arméniens « Nous choisissons consciemment la paix »³⁵

Des analystes et intellectuels ont apporté leurs contributions pour comprendre comment on en était arrivé là, et réfléchir aux moyens de parvenir à la paix comme les Azerbaïdjanais Bahruz Samadov³⁶ et Leyla Sayfutdinova³⁷ ou l'Arménien Jirair Libaridian³⁸ et d'autres³⁹

Des sites répercutent informations et moments de dialogue :

Caucasus Talks, www.caucasustalks.com,

Open Caucasus : <https://oc-media.org>

Lefteast : <http://www.criticatac.ro/lefteast>,

Et ces informations et opinions, qui n'accèdent presque jamais aux grands médias, sont parfois relayés dans certains sites ou médias alternatifs comme *Open Democracy* en Grande Bretagne.

Tenir des discours de paix ou simplement de lucidité n'est pas très simple. Des Azerbaïdjanais, mais aussi des Arméniens ont subi des pressions policières. Chez les Arméniens face au revers, l'union sacrée est alors à l'ordre du jour et les voix critiques sont mal vues, et chez les Azerbaïdjanais elles reviennent à contester la victoire du 10 novembre... Et chaque forme de dialogue peut être taxée « d'intelligence avec l'ennemi ». Dès lors une des premières tâches des forces démocratiques et de paix extérieures est de soutenir la liberté et la libre expression de ces partisans de la paix et du dialogue.

A minima en tout cas on ne reviendra pas au *statu quo ante*. La victoire azerbaïdjanaise se confirmant, l'esprit de revanche gagnera la partie arménienne. La paix n'advient pas et les guerres seront programmées *ad infinitum*.

Les puissances, à commencer par celles impliquées dans le groupe de Minsk, dont la France, doivent imposer un cessez-le-feu aussi vite que possible. Et chacun sait qu'une paix « juste et durable » ne peut être fondée que sur l'application des principes de Madrid évoqués plus haut, et du compromis qui aurait dû aboutir en 2011.

Paris , le 9 novembre 2020

³⁴ Anti-war Statement of Azerbaijani Leftist youth <http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article6835>

³⁵ <https://www.criticatac.ro/lefteast/armenian-leftists-choose-peace/>

³⁶ <http://alencontre.org/asia/azerbaidjan/azerbaidjan-preparez-vous-a-etre-marginalises-entretien-avec-un-militant-anti-guerre-azerbaidjanais.html>

³⁷ <https://oc-media.org/opinions/opinion-on-the-importance-of-losing/>

³⁸ "A step, this time a big step, backwards", op. cit.

³⁹ Cf dossier réalisé par AEC/HCA

Epilogue ?

00 Heure (heure de Moscou) le 10 novembre 2020. Le cessez-le-feu est proclamé, un accord est signé par les autorités arméniennes (d'Arménie et d'Artsakh) et azerbaïdjanaises, et la garantie de Moscou. Quelques heures plus tôt toute résistance arménienne avait cessé à Chouchi (Choucha pour les Azerbaïdjanais), la ville symbolique (un des foyers historiques de la culture azérie) et stratégique (elle domine Stepanakert à une quinzaine de kilomètres au sud).

Que contient l'accord ?

- Le cessez le feu général
- L'évacuation d'Aghdam et de la région de Bazakh, encore occupées par les Arméniens, avant le 20 novembre
- Le déploiement de troupes russes (2000 hommes, 90 blindés), le long de la « ligne de contact (le front).
- Ce déploiement doit se faire en lien avec les retraits arméniens, et les « gardiens de la paix » russes ont un mandat de cinq ans, renouvelable.
- Evacuation par les Arméniens des régions de Kelbadjar (ce qui coupe la route du nord qui reliait l'Artsakh à l'Arménie) et de Latchin, sauf les cinq kilomètres du « corridor de Latchin » sous contrôle russe (ce qui signifie que la route de Stepanakert à l'Arménie sera ouverte, mais sous contrôle russe).
- Construction d'une nouvelle route dans le corridor de Latchin
- Retour de tous les réfugiés sous contrôle du Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU.
- Echange des prisonniers et des cadavres.
- Création sous contrôle russe d'un corridor de liaison à travers le territoire arménien entre le Nakhitchevan (l'exclave azerbaïdjanaise située au sud-ouest de l'Arménie) et l'Azerbaïdjan proprement dit.

L'accord ne fait pas mention de Chouchi/a mais on voit mal Aliyev accepter de s'en retirer. Ces conditions signifient clairement une défaite arménienne. Ce qui a été à deux doigts d'être obtenu par la négociation à plusieurs reprises (avec pour les Arméniens l'évacuation de cinq des sept districts, mais conservation du Nagorno-Karabakh et de Kelbadjar et Latchin), a été perdu par la guerre. Pour comprendre « pourquoi la négociation a échoué » on peut se référer au remarquable texte de Jirair Libaridian, ancien négociateur et conseiller du premier Président de l'Arménie indépendante Lev Ter Petrossian, le vainqueur de la guerre de 1988-94, qui savait que l'Arménie ne pouvait pas construire la paix durablement sur le *statu quo* issu de cette guerre, mais a été renversé parce qu'il voulait proposer des concessions⁴⁰.

⁴⁰ Jirair Libaridian : « Pourquoi les négociations ont échoué », traduction AEC/HCA, « Why negotiations failed » <https://mirrorspectator.com/2020/11/02/why-negotiations-failed/>

Poutine sort renforcé de cet épisode. Il impose la fin des combats une fois la défaite arménienne consommée et Chouchi tombée. Il semble même avoir un peu anticipé car un hélicoptère russe trop pressé a été abattu (par erreur) par les Azerbaïdjanais quelques heures plus tôt. Ces troupes seront les « gardiens de la paix », et les surveillants de l'Arménie, pour les années qui viennent. Européens, américains et iraniens sont restés hors-jeux.

Aliyev, se pose en triomphateur, celui qui a « chassé les Arméniens comme des chiens », même s'il n'a pas « repris Xakendi » (comme les Azerbaïdjanais appellent Stepanakert), et son pouvoir et celui de son clan paraît plus fort que jamais. Erdogan a tout lieu de se réjouir, mais il est par ailleurs empêtré dans une crise financière considérable (il a renvoyé le président de sa banque centrale et son ministre des finances a démissionné).

Les arméniens conservent la majorité du territoire du Nagorno-Karabakh, dont la capitale Stepanakert et le lieu hautement symbolique qu'est le monastère de Grandzazar, mais sous protectorat russe. Nikol Pachinian est en danger. Des nationalistes, des partisans de l'ancien régime Sarkissian/Kotcharian peuvent le faire tomber, (ceux-là même dont les politiques ont préparé la défaite arménienne, avec l'appui hélas d'une partie des organisations parlant au nom de la diaspora). De toute manière c'est la démocratie fraîchement retrouvée qui est en danger aujourd'hui, dans l'amertume de la défaite.

Et comme nous le savons tous, un cessez-le-feu n'est pas la paix. Outre des incidents possibles ces prochains jours (et espérons- le mineurs), la paix durable est loin d'être acquise. L'esprit de revanche peut souffler maintenant côté arménien, sans disparaître totalement côté azerbaïdjanais.

Dans un tel contexte, les artisans de paix que nous évoquions précédemment sont à la fois très menacés dans leurs pays respectifs, et très importants de par leur existence même pour conserver des fils de dialogues entre les peuples et un possible avenir de paix.

Bernard Dreano
Paris, Le 10 novembre 2020